

Bilan formation 2010

Le taux global des actions de formation augmente sensiblement. Le plan 2010 est réalisé à **94%**.

64 % des salariés des Fonctions Support ont participé à au moins une action de formation (+10%).

L'offre DIF s'améliore considérablement **16 000 heures de DIF en 2010** et une activité exigeante sur le site de Montpellier. La progression est continue, très nettement, si on regarde les années en arrière c'est même considérable !

Nous insistons néanmoins pour que les managers reçoivent des rappels car nous rencontrons toujours quelques cas où au cours d'un entretien avec son manager ce dernier dissuade le salarié de déposer une demande de DIF dans l'outil et de ce fait la demande refusée n'est pas comptabilisée dans les refus de DIF. Recours au RH doit être fait dans ces cas.

Pour la CFE-CGC UNSA nous portons un regard positif sur une évolution constante des efforts de formation réalisés sur la Division des Fonctions Support réalisés depuis 6 ans.

Changement de rattachement hiérarchique (DRCC)

Les élus font remarquer qu'il s'agit d'une information en vue d'une consultation sur le sujet et non d'une information sur le sujet.

Cependant l'évolution envisagée maintient les salariés concernés dans le même périmètre CE et la direction s'engage au maintien des mandats existants jusqu'au terme de la mandature en cours.

Résolution suite à un courrier de la CFE-CGC/Unsa de nomination d'un DS sur UES CE + CCUES

La résolution vise à donner mandat à une liste d'élus pour porter une action en justice en contestation de cette désignation sur une UES non constituée à ce jour. Préalablement au vote, la CFE-CGC/UNSA a rappelé le contexte et les visées de son initiative, à savoir **la protection de l'emploi des salariés des CE eux-mêmes** (qui ne sont donc pas des salariés du groupe FT) dans la perspective de modification de périmètres et de nombre de CE. Seule la CGC-CFE/UNSA a voté contre cette résolution, les autres OS ont unanimement voté pour.

Rapport annuel sur l'emploi en 2010 et perspectives 2011

Les effectifs permanents en activité restent stables, 4000 personnes en tout environ sur la Division des Fonctions Support. Hormis la DRH COM et l'International toutes les divisions de Fonctions Support sont touchées par des baisses d'effectifs.

Les effectifs de l'insertion professionnelle augmentent sensiblement de 20% sur un an.

Le poids de la sous-traitance est énorme dans le décompte des effectifs de FS, soit 600 personnes environ. Il s'agit d'une estimation faite par FT à partir du montant des contrats de sous-traitance.

Il concerne la sous-traitance à la supply chain et la recherche d'expertise externe pour conduire des projets (Harp, Sixt). Nous demandons à connaître la formule utilisée pour convertir les montants de sous-traitance en équivalents effectifs car nous savons que cela peut aller du simple au triple selon la formule utilisée pour faire cette conversion. **C'est un point de vigilance pour les élus CFE-CGC UNSA.**

Les faits qui ont impacté le périmètre en 2010 : rattachement de la Com. interne à la DRH corporate, création d'Orange Campus, division de la stratégie, division contenus, parmi les principaux impacts.

Les Perspectives 2011 : La tendance est à la stabilité des effectifs de Fonctions Support.

Les départs en retraite devraient augmenter, les TPS en temps libérés seront remplacés par de nouveaux recrutements. Les profils d'expertise seraient remplacés par des recrutements externes.

La trajectoire des effectifs de la DIT, à priori à la hausse, devrait être précisée lors d'une réunion à venir entre la direction de la DIT et les DSCo FS et DT.

Par ailleurs de nouvelles informations seront communiquées lors du prochain CE afin de préciser les points qui n'ont été vus qu'en tendance.

Plus d'informations sur notre site <http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/fonctions-support/>

Vos correspondants CFE-CGC/UNSA :

Marc ARNOLD - Patrick BRIVOT - Serge CLEMENT - Pascal CONTANT - Pascal COURTIN - Herve CHEVAL - Jean Pierre DANVY - Jean-Marc DARTAGNAN Christian DÉMOLIS - Pierre-Jean FLAD - Jean-Pierre FORBE - Franck FRANCHIN - Philippe GOSSART - Françoise JAMME - Véronique LEFORTIER - Catherine LE RIGUER - Walter LIPPLER - Nicole MERI - Pascal MERIAUX - Jean-Claude MINET - Gilbert NOEL - Michel PEHAU - Virginie POUCHAIN - Christian TRUONG - Jacques Eric WUNENBURGER

Projet Gosford

La négociation se tiendra après que les élus du CE auront donné un avis.

Les postes ne sont pas les mêmes. Aucun des postes n'est à l'identique ou presque, postes ouverts proposés aux salariés de FT et pas seulement aux salariés de GSSC (plus large que GSSC). Ce sont des créations de postes.

Au sein de la JV il faut une direction juridique achats, il faut qu'elle soit constituée de juristes venant de FT et de DT mais désaccord en cours avec DT qui voudrait une équipe juridique externe à la future société.

Impossible de donner des définitions de postes ni de nombre de postes, car désaccord avec DT.

Exemple : Sur la fonction RH DT ne veut pas entendre parler des ratios Français, idem pour les définitions de postes, mais rajoute que ce seront des créations qui pourront convenir à des salariés de GSSC qui seraient candidats volontaires.

Dans un prochain dossier il y aura des éléments sur ces postes ...

Quid de ceux qui ne vont pas dans la JV ?

Les juristes, et plus globalement tous les métiers autres que ceux des achats, seront traités rigoureusement comme les acheteurs (contrat, mobilité, retour, etc.), ce point a formellement énoncé par la direction.

DT ne veut pas récupérer les juristes dans la JV !

Les modalités de gestion seront les mêmes pour tous Allemands et Français !!!

91% des effectifs ne sont pas impactés par le projet (La Supply Chain n'est pas concernée, ni G2A).

Seuls 261 salariés des achats groupe le sont.

La JV côté français relève de la ccnt

La rémunération ne pourra être moindre que précédemment. Ceux qui ne vont pas dans la JV sont redéployés au sein de FTSA (mobilité).

Compte tenu des lois anti trusts les lieux de travail de la JV doivent être éloignés de FT : Locaux indépendants. (Pour les sites de Province, locaux spécifiques, télétravail)

Pas de période d'essai, clause d'ancienneté = maintien intégral pas d'interruption pendant toute la durée du contrat.

Négocier un accord électoral au sein de la JV

Le temps de travail : reprise de l'accord FTSA (JTL à l'identique).

Fonctionnaires : études juridiques en ce moment, vraisemblablement une mise à disposition, le détachement est impossible ! Le groupe facturera à la JV !

Suspension de contrat pour les salariés de droit privés.

Perspectives de carrières : CDI (engagement moral de rester 3 ans dans la JV).

Apprentis et stagiaires volontaires : transfert de la totalité des contrats en cours.

Salaire global de base :

Bonus et PV : rare point de convergence avec l'Allemagne

Participation, PEG, Perco, étude en cours, aspects juridiques à lever ... négocier. Problématique interne au groupe et avec nos partenaires ...

Accord d'intéressement pas transposable ...

Il y aura un CE (discussion sur les moyens de ce CE, partenaires allemands, avantages sociaux => essaie de voir ... adhésion au même gpe de prévoyance Novalis en vue maintien, retraites complémentaires, si Tx différentiel ne se fera pas au détriment du salarié.

1% logement maintien actuel avec Astria

Ceux qui ne voudront pas suivre devront être accompagnés rapidement pour être redéployés rapidement, GSSC Achats ou Supply Chain en priorité, mais s'ils peuvent pas ou ne veulent pas, ils seront accompagnés avec orange Avenir avec cette commission de suivi pour aller dans le reste du groupe.

Un mois de délai pour répondre et se positionner !!! (On attire notre attention en disant que les Allemands, eux, sont licenciés s'ils ne répondent pas ou refusent).

Demande d'un calendrier précis car démonstration d'incohérence sur les délais !!!

Quand on va dans la JV on y va pour trois ans !

Projet d'évolution de la fonction RH

Les élus à l'unanimité demandent à la Direction de revoir le projet en pérennisant le service de la formation. La direction promet de maintenir les périmètres actuels des Délégations de Personnel, des périmètres des CHSCT, sur les sites de la formation, qui sont pérennisés par ailleurs et également de maintenir au sein de la DRH Groupe une cellule qui suivra les offres de formation pour accompagner le développement du personnel au sein du Groupe.

Mais elle répond qu'elle ne peut pas modifier l'accord IRP signé par 5 Organisations Syndicales le 4 Mai 2011 et qui entérine la disparition de l'Etablissement Secondaire DFDP en tant que tel !

La Direction insiste sur la nécessité de maintenir une organisation au niveau du Groupe afin d'éviter que des structures externes au groupe assurent la fonction de maintien et de développement des compétences des salariés de FT.

Par exemple le DIF est un enjeu au niveau de la France et exige une transversalité au niveau de la France (au sein de la DSP France).

La direction propose de renforcer les actions d'animation au niveau national au titre de la fonction formation et de la gouvernance de la formation et des acteurs de la formation afin de permettre plus d'échanges, plus de partage entre les différents acteurs. Et d'animer la gouvernance au niveau national et au niveau du Groupe. Par exemple 5 écoles en Espagne existent et effectivement il faut mettre en place une gouvernance,

Plus d'informations sur notre site <http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/fonctions-support/>

Vos correspondants CFE-CGC/UNSA :

Marc ARNOLD - Patrick BRIVOT - Serge CLEMENT - Pascal CONTANT - Pascal COURTIN - Herve CHEVAL - Jean Pierre DANVY - Jean-Marc DARTAGNAN Christian DÉMOLIS - Pierre-Jean FLAD - Jean-Pierre FORBE - Franck FRANCHIN - Philippe GOSSART - Françoise JAMME - Véronique LEFORTIER - Catherine LE RIGUER - Walter LIPPLER - Nicole MERI - Pascal MERIAUX - Jean-Claude MINET - Gilbert NOEL - Michel PEHAU - Virginie POUCHAIN - Christian TRUONG - Jacques Eric WUNENBURGER

une certification qui garantisse une même qualité au niveau du Groupe, en matière d'exigence au niveau du groupe.

L'organisation proposée faciliterait cette cohérence de la gouvernance au niveau du Groupe.

En matière d'animation, il existe plusieurs couches d'animation régulières des réseaux de formation. Il faut enrichir ce qui existe en renforçant les aspects conférences, mieux structurés.

Il permet également selon la Direction de renforcer les liens avec les autres acteurs RH par exemple les parcours professionnels avec les actions de formation proprement dits.

La prise en compte de la filière métier est un élément important à développer et le projet permet de le prendre en compte selon la Direction.

La direction propose enfin un maintien des instances de proximité.

Mais il demeure que les OS ne sont pas associés à ces conférences alors qu'elles l'étaient dans les PSDF qui existaient il y a dix ans ... avant les IRP.

L'expert Secafi mandaté par les élus attire l'attention sur les risques des écoles métiers placées sous la coupe des directions de métiers. Il existe un point clé sur ce dossier prévient le consultant, il manque l'histoire des pratiques métiers, de ce qu'elles étaient de ce qu'elles deviendront. IL zome sur l'aspect des mobilités et des passerelles. Les parcours professionnels ainsi décrits dans la nouvelle organisation pourraient contourner les salariés dans la même filière à vie sans envisager différents types de métiers dans un parcours professionnel.

« Quels sont les risques associés à votre projet ? » demande l'expert à la Direction !

Pas de réponses !!!

Transversalité, qualité, et contradiction entre les métiers et les souhaits des managers qui ne souhaiteraient plus que leurs salariés changent de métier parce que « ça tourne bien ».

Les réponses fournies par la direction après quelques minutes de silence ne nous convainquent pas.

L'avis des élus sera demandé le 14 Juin lors du CE extraordinaire.

Prochain CE le 14 juin 2011

Plus d'informations sur notre site <http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/fonctions-support/>

Vos correspondants CFE-CGC/UNSA :

Marc ARNOLD - Patrick BRIVOT - Serge CLEMENT - Pascal CONTANT - Pascal COURTIN - Herve CHEVAL – Jean Pierre DANVY - Jean-Marc DARTAGNAN Christian DÉMOLIS – Pierre-Jean FLAD - Jean-Pierre FORBE
Franck FRANCHIN – Philippe GOSSART - Françoise JAMME - Véronique LEFORTIER - Catherine LE RIGUER - Walter LIPPLER - Nicole MERI - Pascal MERIAUX - Jean-Claude MINET - Gilbert NOEL - Michel PEHAU -
Virginie POUCHAIN - Christian TRUONG - Jacques Eric WUNENBURGER